

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 512

[C — 27091]

23 DECEMBRE 1993. — Décret modifiant le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'intitulé du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables est remplacé par l'intitulé suivant :

« Décret sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables ».

Art. 2. Dans tous les articles du décret, les mots « l'Exécutif » sont remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Art. 3. Les 1^o, 3^o, 5^o, 6^o, 7^o, 9^o, 10^o et 12^o de l'article 1er sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1^o « eau potabilisable » : toute eau souterraine ou de surface qui naturellement ou après un traitement approprié physico-chimique ou microbiologique est destinée à être distribuée pour être bue sans danger pour la santé; »

« 3^o « zones d'eaux potabilisables » : zone de protection d'eau potabilisable établie en vertu de l'article 3 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution; »

« 5^o « prise d'eau » : opération de prélèvement d'eau y compris l'épuisement d'afflux fortuits; »

« 6^o « ouvrages de prises d'eau » : tous les puits, captages, drainages et en général tous les ouvrages et installations ayant pour objectif ou pour effet d'opérer une prise d'eau y compris les captages de sources à l'émergence; »

« 7^o « le Gouvernement » : le Gouvernement wallon; »

« 9^o « mesures générales de protection » : mesures de protection des eaux souterraines et des eaux potabilisables applicables à tout le territoire de la Région wallonne; »

« 10^o « rejet » : introduction de substances ou de matières dans les eaux souterraines ou dans les eaux potabilisables, avec ou sans cheminement dans le sol ou le sous-sol; »

« 12^o « zone de prises d'eau » : aire géographique dans laquelle sont installés les ouvrages de surface des prises d'eau; ».

Art. 4. L'intitulé du chapitre II est remplacé par l'intitulé suivant :

« Réglementation des prises d'eau ».

Art. 5. Les §§ 1er et 2 de l'article 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« § 1er. Les prises d'eau souterraine et les prises d'eau potabilisable sont subordonnées à l'octroi par le Gouvernement, d'une autorisation préalable.

Le Gouvernement peut soumettre à autorisation d'autres prises d'eau, lorsqu'elles sont situées dans une zone d'eaux potabilisables.

L'autorisation de prise d'eau détermine les droits et obligations du titulaire et notamment le volume annuel qui peut être prélevé. Eventuellement, elle fixe les limites piézométriques, ainsi que les limites et le régime de débit de prélèvement. L'autorisation vise également les modalités de contrôle du volume d'eau captée.

§ 2. En vue d'assurer l'exploitation rationnelle des eaux, leur répartition équitable entre les titulaires, la protection des biens et la prévention des pollutions, le Gouvernement fixe les règles relatives aux conditions et aux formalités de délivrance et de retrait des autorisations. L'autorisation ne peut être mise en œuvre que lorsque la zone de prise d'eau visée à l'article 10 est constituée. »

Art. 6. A l'article 3 du décret sont ajoutés les mots :

« dans le cas où est prélevée de l'eau potabilisable destinée à être fournie par des réseaux de canalisation à l'usage de la collectivité ».

Art. 7. L'article 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les prises d'eau potabilisable sont soumises à redevances annuelles. Le Gouvernement fixe le montant de la redevance et détermine les règles relatives à sa perception.

§ 2. Les autres prises d'eau souterraine sont soumises à une contribution de prélèvement dont le montant ne peut excéder le montant de la redevance.

Les catégories de prises d'eau et le taux de cette contribution de prélèvement sont fixés par le Gouvernement. Le Gouvernement détermine les règles relatives à la perception des contributions de prélèvement.

§ 3. Ne sont pas soumis à redevances visées au § 1er ou à une contribution de prélèvement visée au § 2, les prises d'eau souterraine suivantes :

1^o les pompages effectués par les organismes de démergement dans le cadre de leur mission, à l'exception du volume d'eau qu'ils vendent ou qu'ils distribuent;

2^o les pompages d'essai d'une durée n'excédant pas deux mois;

3^o les pompages temporaires réalisés à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés;

4^o les pompages destinés à protéger des biens à l'exception des pompages effectués à des fins industrielles ou lucratives;

5^o les pompages géothermiques destinés au chauffage collectif d'habitations ou de bâtiments publics. »

Art. 8. L'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les services rendus par la Région visent à assurer la gestion, la production, les mesures de prévention, la surveillance des eaux et en tout cas à garantir la pérennité de la qualité et de la quantité de l'eau potabilisable disponible.

(1) Session 1993-1994 :

Documents du Conseil, 181 (1993-1994), nos 1 à 8.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 30 novembre 1993. Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 16 décembre 1993. Vote.

§ 2. Le produit des redevances visées à l'article 4, § 1er, est affecté exclusivement à un fonds pour la protection des eaux potabilisables créé à cette fin au budget général de la Région wallonne.

Les recettes du fonds sont utilisées au financement des moyens permettant d'atteindre l'objectif défini au § 1er du présent article :

— sur la base de programmes proposés par les producteurs d'eau potabilisable et approuvés par le Gouvernement;

— sur la base du programme défini par le Gouvernement.

§ 3. Le produit de la contribution de prélèvement visé à l'article 4, § 2, est affecté exclusivement à un fonds pour la protection des eaux souterraines créé à cette fin au budget général de la Région wallonne. Les recettes du fonds sont affectées au financement des moyens permettant de garantir la pérennité quantitative des eaux souterraines.

Ces moyens sont notamment :

1° les systèmes de surveillance des ressources en eau;

2° les prises d'échantillons et les analyses effectuées en vue d'assurer le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

3° le recensement des ressources aquifères de la Région et l'inventaire des prises d'eau existantes et des débits d'eau captée;

4° les dépenses en vue d'assurer la perception des recettes du fonds. »

Art. 9. A l'article 7, alinéa 1er, 2°, du même décret, le mot « potabilisable » est supprimé.

Art. 10. Remplacer l'intitulé du chapitre III du décret par l'intitulé suivant :

« Protection des eaux souterraines et des eaux potabilisables de surface contre la pollution ».

Art. 11. A l'article 8, alinéa 1er, remplacer « potabilisables » par « souterraines et les eaux potabilisables de surface ».

Au même article 8, 2e alinéa, remplacer « potabilisables » par « souterraines ou les eaux potabilisables de surface ».

Au même article, supprimer le 3e alinéa.

Art. 12. A l'article 9, § 1er, supprimer le mot « potabilisables ».

A ce même article 9, § 2, supprimer deux fois le mot « potabilisables ».

Art. 13. A l'article 10, § 1er, 1°, supprimer le mot « potabilisables ».

L'article 10, § 2, 1er alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

« Le titulaire de l'autorisation est tenu d'acquiescer un droit réel conférant la jouissance des biens immeubles situés à l'intérieur de la zone de prise d'eau, à moins que la Région n'en soit propriétaire, dans les cas où est prélevée de l'eau potabilisable destinée à être fournie par des réseaux de canalisation à l'usage de la collectivité. »

Aux §§ 3 et 4 de l'article 10, le mot « potabilisable » est supprimé.

Art. 14. A l'article 11, § 1er, est supprimé le mot « potabilisables ».

Art. 15. A l'article 12 est supprimé deux fois le mot « potabilisables ».

Art. 16. L'article 22, § 1er, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. § 1er. 4°. Celui qui élude, par des moyens frauduleux le paiement des redevances ou des contributions mises à sa charge par le présent décret ou par ses arrêtés d'application. »

Art. 17. L'article 25 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. § 1er. L'exploitation des prises d'eau existant au moment de l'entrée en vigueur du présent décret peut être poursuivie dans le respect des conditions applicables avant cette entrée en vigueur, sans que doive être obtenue l'autorisation prévue par le présent décret. Les autorisations accordées antérieurement peuvent être modifiées, retirées ou révisées conformément aux articles 6 et 7 du présent décret.

§ 2. Lorsque le Gouvernement délimite une nouvelle zone d'eaux potabilisables, l'exploitant d'une prise d'eau située dans la zone et soumise à autorisation en application du présent décret dispose d'un délai de deux mois pour introduire une demande d'autorisation de prise d'eau. Pendant la période d'instruction de cette demande, l'article 22, § 1er, a, ne s'applique pas. »

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le 31 décembre 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

[C — 27091]

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 512

23. DEZEMBER 1993. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Artikel 1. Die Überschrift des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser wird durch folgende Überschrift ersetzt :

« Dekret über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und von aufbereitablem Wasser ».

Art. 2. In allen Artikeln des Dekrets wird das Wort « Exekutive » durch das Wort « Regierung » ersetzt.

Art. 3. Die Nummern 1°, 3°, 5°, 6°, 7°, 9°, 10° und 12° von Artikel 1 werden durch folgende Bestimmungen ersetzt :

1° « aufbereites Wasser » : alles Grund- oder Oberflächenwasser, das auf natürliche Weise oder nach einer geeigneten chemisch-physikalischen oder mikrobiologischen Aufbereitung verteilt werden soll, um getrunken zu werden, ohne die Gesundheit zu gefährden,

3° « Zonen für aufbereites Wasser » : aufgrund von Artikel 3 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung errichtete Schutzzonen für aufbereites Wasser,

5° « Wasserentnahme » : das Entnehmen von Wasser, einschließlich des Ausschöpfens der Zufallszuflüsse,

6° « Bauwerke zur Wasserentnahme » : alle Brunnen, Fassungen, Dränagen und im allgemeinen alle Bauwerke und Anlagen, mit denen die Wasserentnahme bezweckt oder bewirkt wird, einschließlich der Fassungen von Quellen am Austritt,

7° « Regierung » : die Wallonische Regierung,

9° « allgemeine Schutzmaßnahmen » : die Maßnahmen zum Schutz von Grundwasser und von aufbereitablem Wasser, die für das Gebiet der Wallonischen Region gelten,

10° « Ableitung » : die Einleitung von Substanzen oder Stoffen in Grundwasser oder in aufbereites Wasser mit oder ohne Boden- oder Untergrundpassage,

12° « Wasserentnahmezone » : den geographischen Bereich, in dem die Übertageanlagen zur Wasserentnahme errichtet sind ».

Art. 4. Die Überschrift von Kapitel II wird durch folgende Überschrift ersetzt :

« Vorschriften über die Wasserentnahme ».

Art. 5. § 1 und § 2 von Artikel 2 werden durch folgende Bestimmungen ersetzt :

« § 1. Die Entnahme von Grundwasser und die Entnahme von aufbereitablem Wasser bedürfen einer vorherigen Genehmigung der Regierung.

Die Regierung kann andere Wasserentnahmestellen einer Genehmigung unterwerfen, wenn sie in einer Zone für aufbereites Wasser gelegen sind.

Die Genehmigung zur Wasserentnahme bestimmt die Rechte und Verpflichtungen des Inhabers und insbesondere das jährliche Wasservolumen, das entnommen werden darf. Sie legt eventuell die piezometrischen Grenzen sowie die Grenzen und die Strömung der jeweils entnommenen Menge fest. Die Genehmigung erwähnt auch die Modalitäten für die Kontrolle des gewonnenen Wasservolumens.

§ 2. Damit das Wasser rationell gewonnen wird, auf gerechte Weise unter die Inhaber einer Genehmigung verteilt wird, damit die Güter geschützt und Umweltschäden verhindert werden, bestimmt die Regierung die Regeln über die Bedingungen und Formalitäten für die Erteilung und den Entzug der Genehmigungen. Die Genehmigung wird erst wirksam, nachdem die in Artikel 10 erwähnte Wasserentnahmezone errichtet ist. »

Art. 6. In Artikel 3 des Dekrets werden folgende Wörter hinzugefügt :

« wenn es sich um die Entnahme von aufbereitablem Wasser handelt, das über Verteilernetze für die Allgemeinheit geliefert werden soll. »

Art. 7. Artikel 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 1. Die Entnahme von aufbereitablem Wasser unterliegt einer jährlichen Gebühr. Die Regierung setzt den Betrag der Gebühr fest und bestimmt die Regeln über ihre Erhebung.

§ 2. Die andere Entnahme von Grundwasser unterliegt einer Entnahmeabgabe, deren Betrag nicht über den Betrag der Gebühr hinausgehen darf.

Die Kategorien in bezug auf die Wasserentnahme und der Satz dieser Entnahmeabgabe werden von der Regierung festgelegt. Die Regierung bestimmt die Regeln über die Erhebung der Entnahmeabgaben.

§ 3. Die Entnahme von Grundwasser unterliegt nicht den in § 1 erwähnten Gebühren bzw. der in § 2 erwähnten Entnahmeabgabe, wenn es dabei um folgende Arbeiten geht :

1° Pumparbeiten, die die Entwässerungsvereinigungen im Rahmen ihres Auftrags vornehmen, mit Ausnahme des Wasservolumens, das sie verkaufen bzw. das sie verteilen,

2° Pumpversuche, die nicht länger als zwei Monate dauern,

3° vorübergehende Pumparbeiten anlässlich öffentlicher oder privater Tiefbauarbeiten,

4° Pumparbeiten zum Schutz von Gütern, mit Ausnahme der Pumparbeiten zu industriellen oder Erwerbszwecken,

5° geothermische Pumparbeiten zur zentralen Beheizung von Wohnungen oder von öffentlichen Gebäuden. »

Sitzung 1993-1994.

Ratsdokumente 181. — (1993-1994) Nrn. 1 bis 8.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 30. November 1993. Diskussion.

Ausführlicher Bericht. — öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1993. Abstimmung.

Art. 8. Artikel 5 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 1. Die von der Region geleisteten Dienste sollen die Bewirtschaftung, die Gewinnung, die Überwachung des Wassers, die Präventivmaßnahmen gewährleisten und in allen Fällen die Beständigkeit der Güte und der Menge des verfügbaren aufbereitbaren Wassers sichern.

§ 2. Das Aufkommen der in Artikel 4 § 1 erwähnten Gebühr wird ausschließlich einem Fonds für den Schutz von aufbereitem Wasser zugeführt, der zu diesem Zweck im allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region errichtet wird.

Die Einnahmen des Fonds werden für die Finanzierung der Mittel verwendet, durch die das in § 1 vorliegenden Artikels bestimmte Ziel erreicht werden kann, und zwar :

- aufgrund von Programme„, die von den Einrichtungen für die Gewinnung von aufbereitem Wasser vorgeschlagen und von der Regierung genehmigt werden;
- aufgrund des von der Regierung bestimmten Programms.

§ 3. Das Aufkommen der in Artikel 4 § 2 erwähnten Entnahmeabgabe wird ausschließlich einem Fonds für den Schutz von Grundwasser zugeführt, der zu diesem Zweck im allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region errichtet wird. Die Einnahmen des Fonds werden für die Finanzierung der Mittel bestimmt, durch die die Beständigkeit der Grundwassermenge gesichert werden kann.

Diese Mittel sind insbesondere :

- 1° die Systeme zur Überwachung des Wasservorkommens,
- 2° die Probenahmen und die Analysen zur Gewährleistung der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse,
- 3° die Erfassung des Grundwasservorkommens der Region und die Bestandsaufnahme der bestehenden Wasserentnahmestellen und der gewonnenen Wassermengen,
- 4° die Ausgaben zur Erhebung der Einnahmen des Fonds. »

Art. 9. In Artikel 7 Absatz 1 Nr. 2 dieses Dekrets werden die Wörter « Genehmigung zur Entnahme von aufbereitem Wasser » durch die Wörter « Genehmigung zur Wasserentnahme » ersetzt.

Art. 10. Die Überschrift von Kapitel III des Dekrets wird durch folgende Überschrift ersetzt :

« Schutz des Grundwassers und des aufbereitbaren Oberflächenwassers gegen Verschmutzung ».

Art. 11. In Artikel 8 Absatz 1 werden die Wörter « das aufbereitbare Wasser » durch die Wörter « das Grundwasser und das aufbereitbare Oberflächenwasser » ersetzt.

In Absatz 2 dieses Artikels 8 werden die Wörter « aufbereites Wasser » durch die Wörter « Grundwasser oder aufbereites Oberflächenwasser » ersetzt.

Absatz 3 dieses Artikels wird gestrichen.

Art. 12. In Artikel 9 § 1 wird das Wort « aufbereitem » gestrichen.

In § 2 dieses Artikels 9 wird das Wort « aufbereitbare » gestrichen, und die Wörter « Verschmutzung des aufbereitem Grundwassers » werden durch das Wort « Grundwasserverschmutzung » ersetzt.

Art. 13. In Artikel 10 § 1 Nr. 1 werden die Wörter « Entnahme von aufbereitem Wasser » durch das Wort « Wasserentnahme » ersetzt.

Artikel 10 § 2 Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Wenn es um die Entnahme von aufbereitem Wasser geht, das über Verteilernetze für die Allgemeinheit geliefert werden soll, muß der Inhaber der Genehmigung ein dingliches Recht erwerben, mit dem er das Nutzungsrecht auf die innerhalb der Wasserentnahmezone gelegenen unbeweglichen Güter erhält, es sei denn, die Regierung ist die Eigentümerin. »

In § 3 dieses Artikels 10 werden die Wörter « Entnahme von aufbereitem Wasser » durch das Wort « Wasserentnahme » ersetzt, und in § 4 wird das Wort « aufbereitem » gestrichen.

Art. 14. In Artikel 11 § 1 werden die Wörter « Stellen zur Entnahme von aufbereitem Wasser » durch das Wort « Wasserentnahmestellen » ersetzt.

Art. 15. In Artikel 12 wird zweimal das Wort « aufbereitbare » gestrichen.

Art. 16. Artikel 22 § 1 Nr. 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« 4° diejenige, die durch betrügerische Mittel die Zahlung der Gebühren oder der Abgaben umgeht, mit denen das vorliegende Dekret oder seine Durchführungserlasse sie belasten, ».

Art. 17. Artikel 25 wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Art. 25. § 1. Die Anlagen zur Wasserentnahme, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegenden Dekrets betrieben werden, dürfen unter Einhaltung der Bedingungen, die vor Inkrafttreten dieses Dekrets galten, weiterhin ohne die in vorliegendem Dekret vorgesehene Genehmigung betrieben werden. Die Genehmigungen, die vorher erteilt worden sind, können gemäß den Artikeln 6 und 7 vorliegenden Dekrets geändert, entzogen oder revidiert werden.

§ 2. Wenn die Regierung eine neue Zone für aufbereites Wasser abgrenzt, verfügt der Betreiber einer Wasserentnahmestelle, die in dem Gebiet gelegen und in Anwendung des vorliegenden Dekrets genehmigungspflichtig ist, über eine Frist von zwei Monaten, um eine Genehmigung zur Wasserentnahme zu beantragen. Während des Zeitraums, in dem der diesbezügliche Antrag geprüft wird, kommt Artikel 22 § 1 Lit. a nicht zur Anwendung. »

Art. 18. Vorliegendes Dekret tritt am 31. Dezember 1993 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Dezember 1993.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschuften Arbeiten,
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 512

[C — 27091]

23 DECEMBER 1993. — Decreet tot wijziging van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De titel van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water wordt vervangen als volgt :

« Decreet op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water ».

Art. 2. In alle artikelen van het decreet worden de woorden « de Executieve » vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 3. De punten 1^o, 3^o, 5^o, 6^o, 7^o, 9^o, 10^o en 12^o van artikel 1 worden vervangen als volgt :

« 1^o « tot drinkwater verwerkbaar water » : alle grond- of oppervlaktewater dat natuurlijk of na een aangepaste fysisch-chemische of microbiologische verwerking bestemd is voor voorziening met het oog op een veilig verbruik; »

« 3^o « gebied van tot drinkwater verwerkbaar water » : beschermingszone van tot drinkwater verwerkbaar water aangelegd krachtens artikel 3 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging; »

« 5^o « waterwinning » : verrichting die bestaat in het winnen van water, met inbegrip van de uitputting van toevallige toestromingen; »

« 6^o « waterwinningswerken » : alle putten, opvangplaatsen, draineerinrichtingen en over het algemeen alle werken en installaties die waterwinning tot doel of tot gevolg hebben, met inbegrip van het opvangen van bronnen bij het ontspringen; »

« 7^o « de Regering » : de Waalse Regering; »

« 9^o « algemene beschermingsmaatregelen » : maatregelen voor de bescherming van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water van toepassing op het hele grondgebied van het Waalse Gewest; »

« 10^o « lozing » : het lozen van stoffen en materies in het grondwater of het tot drinkwater verwerkbaar water, met of zonder sijpeling in de grond of ondergrond; »

« 12^o « waterwingebied » : het geografische gebied waar de oppervlaktekunstwerken voor waterwinning zijn gevestigd; ».

Art. 4. De titel van hoofdstuk II wordt vervangen als volgt :

« Reglementering van de waterwinnings ».

Art. 5. De §§ 1 en 2 van artikel 2 worden vervangen door volgende bepalingen :

« § 1. Een voorafgaande vergunning van de Regering wordt vereist voor grondwaterwinnings- en winningen van tot drinkwater verwerkbaar water.

De Regering kan andere waterwinnings- en winningen aan vergunning onderwerpen indien zij gelegen zijn in een gebied van tot drinkwater verwerkbaar water.

De waterwinningsvergunning bepaalt de rechten en verplichtingen van de houder en, met name de jaarlijkse hoeveelheid water die mag worden opgevangen. De vergunning bepaalt eventueel de piëzometrische perken alsmede de perken en het regime van het opvangdebiet. De vergunning heeft ook betrekking op de toezichtsmodaliteiten i.v.m. de opgevangen hoeveelheid water.

(1) *Zitting 1993-1994.*

Stukken van de Raad. — 181 (1993-1994) nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 30 november 1993. Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 16 december 1993. Stemming.

§ 2. Met het oog op de rationele exploitatie van het water, de rechtvaardige verdeling ervan onder de houders, de bescherming van goederen en de voorkoming van verontreinigingen, stelt de Regering de regels vast m.b.t. de voorwaarden en formaliteiten inzake toekenning en intrekking van vergunningen. De vergunning heeft slechts uitwerking wanneer het in artikel 10 bedoelde waterwinningsgebied is aangelegd.»

Art. 6. Aan artikel 3 van het decreet worden de volgende woorden toegevoegd :

« in geval van winning van tot drinkwater verwerkbaar water dat bestemd is om via leidingnetten te worden geleverd voor gemeenschappelijk verbruik ».

Art. 7. Artikel 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Winningen van tot drinkwater verwerkbaar water worden onderworpen aan jaarlijkse heffingen. De Regering stelt het bedrag van de heffing vast en bepaalt de regels voor haar inning.

§ 2. De andere grondwaterwinnings worden onderworpen aan een winningsbelasting waarvan het bedrag dat van de heffing niet mag overschrijden.

De waterwinningscategorieën en het percentage van die winningsbelasting worden door de Regering vastgesteld. De Regering bepaalt de regels voor de inning van de winningsbelastingen.

De volgende grondwaterwinnings zijn niet onderworpen aan de in § 1 bedoelde heffingen of aan de in § 2 bedoelde winningsbelastingen :

1° pompingen verricht door ontwateringsinstellingen in het kader van hun opdracht, met uitzondering van de door hen gekochte of geleverde hoeveelheden water;

2° proefpompingen met een maximumduur van twee jaar;

3° tijdelijke pompingen verricht ter gelegenheid van werken van openbare of private burgerlijke bouwkunde;

4° pompingen met het oog op de bescherming van goederen, met uitzondering van pompingen verricht voor industriële of winstgevendende doeleinden;

5° de geothermische pompingen bestemd voor het collectief verwarmen van woningen of openbare gebouwen.»

Art. 8. Artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De door het Gewest verleende diensten beogen het beheer, de produktie, de voorkomingsmaatregelen, het watertoezicht en in ieder geval de kwalitatieve en kwantitatieve duurzaamheid van het beschikbare tot drinkwater verwerkbaar water.

§ 2. De opbrengst van de in artikel 4, § 1, bedoelde heffingen is uitsluitend bestemd voor een daartoe in de algemene begroting van het Waalse Gewest opgericht fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water.

De ontvangsten van het fonds worden aangewend voor de financiering van de middelen die het in § 1 van dit artikel bepaalde doel zullen helpen bereiken :

— op basis van de door de producenten van tot drinkwater verwerkbaar water voorgestelde en door de Regering goedgekeurde programma's;

— op basis van het door de Regering bepaalde programma.

§ 3. De opbrengst van de in artikel 4, § 2, bedoelde winningsbelasting is uitsluitend bestemd voor een daartoe in de algemene begroting van het Waalse Gewest opgericht fonds voor de bescherming van grondwater. De ontvangsten van het fonds worden aangewend voor de financiering van de middelen die de kwantitatieve duurzaamheid van het grondwater zullen helpen waarborgen.

Die middelen zijn met name :

1° de toezichtssystemen van de waterreserves;

2° de monsternemingen en analyses verricht om te zorgen voor de inachtneming van de bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten;

3° een telling van de grondwaterreserves van het Waalse Gewest;

4° de uitgaven i.v.m. de inning van de ontvangsten van het fonds.»

Art. 9. In artikel 7, eerste lid, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden « dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » afgeschaft.

Art. 10. De titel van hoofdstuk III van het decreet wordt vervangen als volgt :

« Bescherming van het grond- en oppervlaktewater tegen verontreiniging ».

Art. 11. In artikel 8, eerste lid, worden de woorden « water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » vervangen door de woorden « grondwater en tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater ».

In hetzelfde artikel 8, tweede lid, worden de woorden « water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » vervangen door de woorden « grondwater en tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater ».

In hetzelfde artikel wordt het derde lid afgeschaft.

Art. 12. In artikel 9, § 1, worden de woorden « dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » afgeschaft.

In hetzelfde artikel 9, § 2, worden de woorden « dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » tweemaal afgeschaft.

Art. 13. In artikel 10, § 1, 1°, worden de woorden « dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » afgeschaft.

Artikel 10, § 2, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« In geval van winning van tot drinkwater verwerkbaar water dat bestemd is om via leidingnetten te worden geleverd voor gemeenschappelijk verbruik, is de houder van de vergunning verplicht een zakelijk recht te verkrijgen dat hem in staat stelt in het genot te treden van de binnen het waterwingebied gelegen onroerende goederen, behalve als het Gewest er eigenaar van is. »

In artikel 10, §§ 3 en 4, worden de woorden « dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » afgeschaft.

Art. 14. In artikel 11, § 1, worden de woorden « dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » afgeschaft.

Art. 15. In artikel 12 worden de woorden « dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt » tweemaal afgeschaft.

Art. 16. Artikel 22, § 1, 4°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 22. § 1, 4°. Eenieder die met bedrieglijke middelen ontsnapt aan de betaling van de heffingen of belastingen die krachtens dit decreet of zijn uitvoeringsbesluiten te zijn laste vallen. »

Art. 17. Artikel 25 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 25. § 1. De exploitatie van bij de inwerkingtreding van dit decreet bestaande waterwinningen kan met inachtneming van de voorwaarden die vóór die inwerkingtreding van toepassing zijn, worden voortgezet zonder dat de in dit decreet bedoelde vergunning moet worden verkregen.

§ 2. Wanneer de Regering een nieuwe beschermingszone van tot drinkwater verwerkbaar water afbakt, beschikt de exploitant van een binnen de zone gelegen waterwinning waarvoor krachtens dit decreet een vergunning wordt vereist, over een termijn van twee maanden om een aanvraag tot waterwinningsvergunning in te dienen. Tijdens de onderzoeksperiode van die aanvraag is artikel 22, § 1, a, niet van toepassing. »

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 31 december 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 december 1993.

De Voorzitter van de Regering, belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 94 — 513

[Mac — 27092]

**23 DECEMBRE 1993. — Décret modifiant le décret du 30 avril 1990
instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Dans tous les articles du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, modifié par les décrets du 25 juillet 1991, les mots "l'Exécutif" sont remplacés par les mots "le Gouvernement".

Art. 2. A l'article 1er du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le 13° est remplacé par le texte suivant :

"13° "Le Gouvernement" : le Gouvernement wallon."

2° L'article est complété comme suit :

"15° fonctionnaire chargé du recouvrement : le fonctionnaire institué dans la fonction de "receveur des taxes et redevances" auprès du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne, Division de la Trésorerie;

16° notification : l'envoi d'un acte de procédure en original ou en copie par lettre recommandée à la poste;

17° la signification : la remise d'une copie de l'acte par exploit d'huissier de justice.

La date de la notification est celle du lendemain de la remise de la pièce notifiée à la poste".

Art. 3. A l'article 2 du même décret les mots "à l'exception des eaux de refroidissement" sont supprimés.

Art. 4. Dans le même décret, les articles 4 à 6, l'article 7, modifié par le décret du 25 juillet 1991, et les articles 8 à 10 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 4. La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées industrielles est proportionnelle à la charge polluante desdites eaux calculée conformément aux formules définies aux articles 6 et 9.

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — 182 (1993-1994) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séance publique du 30 novembre 1993.

Compte rendu intégral. — Vote. Séance publique du 16 décembre 1993.